



## Intersyndicale du COMITE TECHNIQUE MINISTERIEL JEUNESSE & SPORTS

SNAPS-UNSA/SEP-UNSA/A&I-UNSA/  
SNEP-FSU/EPA-FSU/Solidaires JS/SNPJS-CGT

### Amélie Oudéa-Castera et Elisabeth Borne se moquent déjà du dialogue social !

#### Premier dossier, premier mépris !

Le 11 juillet 2022, le Comité Technique Ministériel Jeunesse et Sports s'est prononcé à l'unanimité contre la création d'un « service à compétence nationale Montagne ». Le projet travaillé en catimini depuis un an n'a été présenté aux organisations représentatives que deux jours avant !

Celui-ci aurait pour conséquence d'introduire un droit à deux vitesses au sein du code du sport : une pour la montagne, une pour le reste du monde !

L'autre danger serait d'affaiblir encore le ministère des sports, ses services déconcentrés et ses établissements.

Présenté comme une simple restructuration administrative, ce projet soulève des questions de fond en matière de cohésion des territoires et d'équité entre les disciplines, voire de droit à la sécurité pour l'ensemble des usagers.

L'intersyndicale voulait en discuter.

Le ministère des sports s'est retranché derrière une commande du premier ministre, avouant ainsi ne pas avoir la main sur le fond de ce dossier.

L'intersyndicale s'est donc tournée vers Matignon qui n'a pas daigné répondre !

#### « Redonner du sens au mot compromis \* »... ou pas !

(\*extrait du discours de politique générale d'Elisabeth Borne du 6 juillet 2022)

- Disparu l'avis des « corps intermédiaires » qu'Elisabeth Borne assurait vouloir plus prendre en compte !
- Déjà oubliées les analyses des personnels dont Amélie Oudéa-Castéra déclarait avoir absolument besoin !
- On revient à l'attitude surplombante que Pap Ndiaye prétendait, la main sur le cœur, ne jamais devoir utiliser dans le dialogue social !
- Bref déjà envolées les promesses du Président de la République de renouer un dialogue social constructif !

Le Comité Technique Ministériel Jeunesse et Sports est donc reconvoqué précipitamment le 21 juillet, et l'administration s'apprête à passer en force, sans tenir compte de l'avis des représentants des personnels.

En effet, sans avancées significatives, nous voterons contre ce projet une seconde fois.

Malgré cela l'obstination du gouvernement inscrira des dispositions d'exception dans le marbre réglementaire au mépris de la grande multitude des usagers et des publics sportifs.

#### Nous exigeons le nouveau dialogue social promis !

#### CONTACT PRESSE :

Tony Martin, 06 78 31 07 51 [sg@snapseducation.fr](mailto:sg@snapseducation.fr)

Jean Kanapa, 06 79 01 41 94 [jean.kanapa@snepfusu.net](mailto:jean.kanapa@snepfusu.net)

Pierre Mourot, 06 10 01 60 97 [snpjjs@ferc-cgt.org](mailto:snpjjs@ferc-cgt.org)

Raphael Millon, 06 86 63 17 91 [solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com)

Marie-Christine Bastien, 06 88 17 73 62 [epa@epafusu.org](mailto:epa@epafusu.org)